

avons tous confiance que la présente conférence de Genève fera beaucoup en faveur du règlement de ce grave problème.

L'honorable monsieur de Launaudière (l'honorable M. Casgrain) a touché à notre problème des chemins de fer, qui est vital à l'heure actuelle, et a dit qu'il y a environ vingt-quatre heures, dans un autre endroit, le très honorable premier ministre a jeté le blâme du gâchis actuel à la porte du parti auquel il n'appartient pas. J'abonde dans le sens de l'honorable sénateur, à ce sujet, et il y a, je pense, beaucoup d'exagération dans cette accusation portée contre le parti qui n'a pas maintenant le pouvoir. Je veux y ajouter une idée qui m'est venue. Nous avons maintenant, au Canada, trois voies transcontinentales, qui toutes ont éprouvé de grandes difficultés pour boucler leur budget, et tout de même, pour aider les chômeurs, on est à construire une quatrième route transcontinentale, route qui augmentera inévitablement la concurrence que connaissent actuellement les chemins de fer. Nous savons tous que la pire concurrence leur vient actuellement des camions automobiles, et plus les routes rendront facile le transport par camion, plus les opérations des chemins de fer deviendront difficiles.

D'honorables sénateurs plus habiles que moi au maniement des gros chiffres ont épuisé le thème de l'état des finances nationales. Je crois qu'à toute tentative de comprimer les dépenses publiques devrait correspondre une tentative pareille d'abaisser le coût de la vie. Mon honorable ami de Montarville (l'honorable M. Beaubien) fut très intéressant sur le sujet des canaux à eau profonde. Comme j'ai toujours craint de nager en eau profonde, je dirai seulement que nous devrions toujours nous montrer très prudents dans nos négociations avec nos voisins du sud. Pour nous remémorer comment on nous a traités jusqu'ici, nous n'avons qu'à jeter les yeux sur une carte du Canada et étudier les incursions considérables que les Etats du Maine et du Vermont ont accompli dans la ligne de la frontière internationale. Si cela ne suffit pas, jetons les yeux sur la queue de poêle formée par l'Alaska. Malgré toute l'habileté qu'a déployée à établir les titres du Canada à ce territoire le vénérable sénateur de North-York (l'honorable sir Allen Aylesworth), les représentants de la mère patrie se sont prononcés en faveur des Etats-Unis.

Mon principal but, en vous adressant ce soir la parole, a été de vous entretenir de l'un de nos plus graves problèmes, et qui exige une solution immédiate, le problème du chômage. Selon moi, il n'est pas seulement désolant, mais de plus ridicule d'entre-

prendre d'immenses travaux publics dans le but de procurer du travail à quelques hommes seulement de certains endroits, quand, ailleurs, on en destitue autant des postes qu'ils occupaient. A mon sens, le remède le plus capable de servir d'appui à nos espérances est le retour méthodique et bien organisé vers la terre. Par ceci, je veux dire deux choses: d'abord, fournir au chômeur de nos villes quelque moyen de laisser les pavés froids et secs, où ne poussent ni la carotte ni le navet, pour les terres qui ont fait vivre ses ancêtres. Ensuite, instituer un plan de rapatriement capable d'encourager le retour au Canada d'un grand nombre de nos compatriotes qui ont émigré aux Etats-Unis. J'ai remarqué avec satisfaction, il y a quelques jours, que d'après un rapport déposé à la Législature de la province de Québec, plus de 800 familles nous sont revenues des Etats-Unis au cours des derniers douze mois, par suite de l'invitation et de la coopération d'un gouvernement clairvoyant qui est allé jusqu'à accorder de l'aide financière aux personnes qui voulaient réintégrer la patrie de leurs ancêtres.

M. Beaudry-Leman, une des meilleures autorités financières de la ville de Montréal et le gérant général de la Banque Canadienne Nationale, déclarait récemment que pour subvenir aux besoins les plus pressants de l'heure, il nous faudra augmenter notre population. Plus nous aurons d'habitants, plus nombreux seront les voyageurs sur nos chemins de fer, plus nombreux deviendront nos consommateurs, et moins il y aura de dangers de surproduction. Plus il y aura de contribuables, plus considérables seront les versements dans le Trésor national, tout en diminuant proportionnellement la part de contribution de chacun des contribuables. La croissance de notre population assurera la colonisation des régions du nord. Remercions la Providence que nous ne soyons pas obligés de compter sur des pays voisins pour écouler le trop plein du pays. D'après une autorité en matière de colonisation, les régions du nord d'une seule de nos provinces peut faire vivre 300,000 familles.

Je crois que l'on devrait étudier de près les chances de succès d'un mouvement de retour à la terre, particulièrement à l'heure présente, parce qu'il nous paraît si difficile de prendre soin des sans-travail. En Ontario, les autorités ont transporté dans le nord des équipes de jeunes gens qui travaillent à la route transcanadienne. Mais tout secours de ce genre reste passager, car ces personnes, éloignées de leurs foyers pour quelques mois, afflueront de nouveau vers les villes et contribueront à aggraver toujours le problème.

L'hon. M. LACASSE.